

Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne

Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration

Le 3 mai 2016
De midi à 14 h 26
Toronto

Présidents : Pat Case et Gina Papageorgiou

Participants : Gina Papageorgiou Ruth Goba
Mary Gusella Nancy Chisholm Kathy Laird
Patrick Nadjiwan Kathy Lair
Nancy Gignac Raúl Cano Arana (procès-verbal)

Pat Case quitte la réunion à 12 h 19 et Gina Papageorgiou en assume la présidence.

Point	Discussion
1.	Points permanents a) Approbation de l'ordre du jour Motion : Approuver l'ordre du jour de la réunion du conseil du 3 mai 2016 Motion appuyée par Nancy Gignac et Mary Gusella Motion adoptée b) Approbation de l'ordre du jour Motion : Approuver l'ordre du jour de la réunion du conseil du 30 mars 2016 Motion appuyée par Patrick Nadjiwan et Nancy Gignac Motion adoptée c) Conflits d'intérêts On n'a signalé aucun conflit.
2.	Rapport des présidents Les présidents font le point sur les questions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le processus de recherche d'un directeur général, y compris les délais prévus pour les prochaines étapes;• la réunion du Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, de la Commission ontarienne des droits de la personne, du Tribunal des droits de la personne de l'Ontario et du Ministère, tenue le 12 avril 2016.

3.	<p>Rapport des personnes nommées conjointement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mary Gusella et Ruth Goba font état de leur participation à une réunion des commissaires de la Commission ontarienne des droits de la personne. • Mary et Ruth se chargeront de l'élaboration d'un cadre et de protocoles en matière de communication de renseignements et de collaboration entre les deux organismes. • Le rapport des personnes nommées conjointement sera dorénavant un point permanent à l'ordre du jour des réunions du conseil.
4.	<p>Comité de gouvernance</p> <ul style="list-style-type: none"> • On examine la politique sur la délégation de pouvoir et le plan de délégation des pouvoirs financiers. Le conseil recommande des modifications à la politique. Quant au plan, il demeurera tel quel.
5.	<p>Rapport financier</p> <p>Nancy Chisholm fait état des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le résumé de la position financière du Centre en date du 31 mars 2016; • le Rapport de conformité du certificat d'assurance 2015-2016. <p>Motion : Approuver le résumé financier Motion appuyée par Nancy Gignac et Mary Gusella Motion adoptée</p>
6.	<p>Compte rendu de la direction</p> <p>Kathy Laird fait état des questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La ratification de la convention collective conclue entre le Centre et le SEFPO, la formation du Comité des relations employés-employeur et d'autres questions de ressources humaines; • La note de service sur les conflits d'intérêts de la présidence à l'intention des membres du conseil; • Les efforts déployés pour faire reconnaître le rôle et la participation du Centre au Plan d'action pour mettre fin à la violence et au harcèlement sexuels du gouvernement de l'Ontario; • Les statistiques sur les services juridiques, les résumés de cas et les révisions judiciaires; • L'ébauche du rapport annuel; • Les attestations administratives et financière.
7.	<p>Réunions prévues en 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le 20 juillet 2016 (téléconférence où l'on approuvera les états financiers audités et le rapport annuel) • Le 21 septembre 2016 • Le 23 novembre 2016

8. Levée de la séance

Motion : Lever la séance

Motion appuyée par Gina Papageorgiou et Nancy Gignac

Motion adoptée

La séance est levée à 14 h 26.

Prochaine réunion :

- Le 20 juillet 2016 (téléconférence où l'on approuvera les états financiers audités)

TC = téléconférence, **AJO** = Aide juridique Ontario, **SEFPO** = Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, **COAJDP** = Centre (ontarien) d'assistance juridique en matière de droits de la personne, **TDPO** = Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, **CODP** = Commission ontarienne des droits de la personne, **MPG** = ministère du Procureur général, **ACCCDP** = Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne, **DG** = directeur général ou directrice générale